



Voici les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2018, terminé le 31 décembre 2017.

- Le bénéfice net a totalisé 337,0 millions de dollars, en hausse de 139,6 millions de dollars, ou 70,7 %.
- Le bénéfice net ajusté¹ a totalisé 183,2 millions de dollars, en baisse de 14,2 millions de dollars, ou 7,2 %.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration (BAIIA ajusté¹) s'est établi à 318,0 millions de dollars, en baisse de 28,6 millions de dollars, ou 8,3 %.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 3,022 milliards de dollars, en hausse d'environ 56 millions de dollars, ou 1,9 %.
- Le bénéfice net par action (de base et dilué) s'est établi à 0,87 \$ et à 0,86 \$, respectivement, pour le trimestre, comparativement à 0,50 \$ et à 0,49 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 74,0 % et de 75,5 %, respectivement.
- Le bénéfice net par action ajusté¹ (de base et dilué) s'est établi à 0,47 \$, comparativement à 0,50 \$ et à 0,49 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 6,0 % et de 4,1 %, respectivement.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)

(non audités)	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Revenus	3 021,8	2 966,1	8 798,1	8 442,8
BAIIA ajusté ¹	318,0	346,6	1 003,0	1 005,4
Bénéfice net	337,0	197,4	722,5	565,9
Bénéfice net ajusté ¹	183,2	197,4	568,9	565,9
Bénéfice net par action				
De base	0,87	0,50	1,87	1,44
Dilué	0,86	0,49	1,85	1,42
Bénéfice net par action ajusté ¹				
De base	0,47	0,50	1,47	1,44
Dilué	0,47	0,49	1,45	1,42

- Le 22 décembre 2017, les États-Unis ont adopté la loi intitulée « Tax Cuts and Jobs Act », que l'on appelle couramment la réforme fiscale américaine. En raison de cette réforme, la Société a comptabilisé une économie d'impôts de 178,9 millions de dollars pour tenir compte des soldes d'impôts futurs et des provisions pour l'exercice considéré.
- Dans le Secteur Canada, les revenus sont demeurés relativement stables. Le BAIIA ajusté a augmenté en raison de l'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières.
- Dans le Secteur USA, la hausse du prix moyen du beurre³ conjuguée à la baisse du prix moyen du bloc² par livre de fromage et à la hausse des volumes de ventes se sont traduites par une augmentation des revenus. Des facteurs de marché⁴ défavorables d'environ 19 millions de dollars ont eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Dans le Secteur International, les revenus et le BAIIA ajusté ont augmenté en raison d'une hausse des prix de vente et des volumes de ventes tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative sur les revenus et le BAIIA ajusté d'environ 100 millions de dollars et 14 millions de dollars, respectivement, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

¹ Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 4 du présent rapport pour la définition de ces termes.

² Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

³ Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

⁴ Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les aliments laitiers.

- Les acquisitions des activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de Southeast Milk, Inc. (acquisition de SMI) et de Betin, Inc., faisant affaire sous le nom de Montchevre (acquisition de Montchevre), ont été conclues le 29 septembre 2017 et le 12 décembre 2017, respectivement.
- Le 26 octobre 2017, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de l'entreprise de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited (Murray Goulburn ou MG), basée en Australie (acquisition de Murray Goulburn). Le prix d'achat de la transaction est de 1,29 milliard de dollars (1,31 milliard de dollars AU) sur une base sans endettement et la clôture de la transaction est prévue pour le premier semestre de l'année civile 2018.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,16 \$ l'action, payable le 16 mars 2018 aux actionnaires ordinaires inscrits le 6 mars 2018.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif de fournir aux investisseurs une meilleure compréhension des activités, de la performance et de la stratégie de la Société, et d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 31 décembre 2017 et 2016. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 31 décembre 2017 et le 1^{er} février 2018, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses coûts d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2017 de la Société.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

Dans la mesure où des énoncés prospectifs figurant dans le présent document constituent des perspectives financières au sens de la législation en valeurs mobilières applicable, une telle information vise à fournir aux actionnaires des renseignements à l'égard de la Société, y compris son évaluation des plans financiers futurs, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les perspectives financières, tout comme l'information prospective en général, sont fondées sur des estimations, des attentes et des hypothèses actuelles et sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents de même qu'à d'autres facteurs.

À moins que la législation en valeurs mobilières ne l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures financières de la performance, la Société fait référence à des termes, tels que « BAIIA ajusté », « bénéfice net ajusté » et « bénéfice net par action ajusté », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, ces mesures non définies par les IFRS ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse, et elles n'indiquent pas non plus que les éléments exclus sont non récurrents. La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration (BAIIA ajusté) comme mesure de sa performance puisqu'il s'agit d'une mesure courante dans l'industrie et qu'elle reflète la rentabilité continue des activités consolidées de la Société.

D'après la définition qu'en fait la Société, le bénéfice net ajusté s'entend du bénéfice net avant l'inclusion des coûts d'acquisition et de restructuration, déduction faite des impôts sur les bénéfices qui s'appliquent, le cas échéant. Le bénéfice net par action ajusté correspond au bénéfice net ajusté par action ordinaire (de base et dilué). Les mesures financières définies par les IFRS les plus semblables aux mesures utilisées par la Société sont le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ainsi que le bénéfice net et le bénéfice net par action (de base et dilué).

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net par action ajusté, tels qu'ils sont utilisés par la direction, permettent de présenter avec précision et comparabilité les activités en cours de la Société. Les mesures non définies par les IFRS procurent également aux lecteurs une représentation des activités jugée pertinente en ce qui a trait à la performance financière de la Société, car elles comprennent de l'information financière supplémentaire qui peut être utilisée pour dégager les tendances ou des informations à fournir additionnelles qui donnent des détails sur la façon dont les activités de la Société sont exercées. Les mesures non définies par les IFRS permettent également de comparer les résultats des exercices précédents de la Société.

Les définitions ci-dessus sont utilisées dans le contexte des résultats et des activités des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017. Les mesures non définies par les IFRS peuvent être modifiées en raison de transactions futures ou si la direction le juge nécessaire afin d'améliorer la compréhension et la comparabilité des résultats et activités futurs de la Société.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du bénéfice avant impôts sur les bénéfices, du bénéfice net et du bénéfice net par action avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net par action ajusté pour les périodes de trois et neuf mois pour lesquelles la direction a présenté ces mesures.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	210,2	285,9	767,0	822,2
Autres charges financières	4,0	0,6	9,5	4,2
Intérêts sur la dette à long terme	8,6	9,2	25,5	28,6
Coûts d'acquisition et de restructuration	39,1	—	39,4	—
Amortissement	56,1	50,9	161,6	150,4
BAIIA ajusté	318,0	346,6	1 003,0	1 005,4

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre					
	2017			2016		
	Par action			Par action		
	Total	De base	Dilué	Total	De base	Dilué
Bénéfice net	337,0	0,87	0,86	197,4	0,50	0,49
Coûts d'acquisition et de restructuration ¹	25,1	0,07	0,07	—	—	—
Réforme fiscale américaine	(178,9)	(0,46)	(0,46)	—	—	—
Bénéfice net ajusté	183,2	0,47	0,47	197,4	0,50	0,49

¹ Après impôts sur les bénéfices.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre					
	2017			2016		
	Total	Par action		Total	Par action	
		De base	Dilué		De base	Dilué
Bénéfice net	722,5	1,87	1,85	565,9	1,44	1,42
Coûts d'acquisition et de restructuration ¹	25,3	0,07	0,07	–	–	–
Réforme fiscale américaine	(178,9)	(0,46)	(0,46)	–	–	–
Bénéfice net ajusté	568,9	1,47	1,45	565,9	1,44	1,42

¹ Après impôts sur les bénéfices.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 31 décembre 2017 ont totalisé 3,022 milliards de dollars, en hausse d'environ 56 millions de dollars, ou 1,9 %, comparativement à 2,966 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes, de même que l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de SMI pour un trimestre complet et de l'acquisition de Montchevre pour une période de deux semaines se sont traduites par une hausse des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du prix moyen du beurre² par livre, contrebalancée en partie par la baisse du prix moyen du bloc¹ par livre de fromage, a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 30 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. De plus, la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ainsi que l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, dans le Secteur Canada et le Secteur International, ont eu une incidence positive sur les revenus. Finalement, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 100 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, les revenus ont totalisé 8,798 milliards de dollars, en hausse d'environ 355 millions de dollars, ou 4,2 %, comparativement à 8,443 milliards de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation du prix moyen du beurre par livre et du prix moyen du bloc par livre de fromage a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 126 millions de dollars. La hausse des volumes de ventes, la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ainsi que l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de SMI pour le trimestre complet et de l'acquisition de Montchevre pour une période de deux semaines ont eu une incidence positive sur les revenus. De plus, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, dans le Secteur Canada et le Secteur International s'est traduite par une hausse des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 118 millions de dollars.

Le **BAIIA ajusté consolidé** du troisième trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 318,0 millions de dollars, en baisse de 28,6 millions de dollars, ou 8,3 %, comparativement à 346,6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse s'explique par les facteurs du marché aux États-Unis, qui ont eu une incidence négative d'environ 19 millions de dollars sur le BAIIA ajusté. De plus, la hausse des frais d'administration, découlant essentiellement des initiatives liées au progiciel de gestion intégré (PGI), ainsi que la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels se sont aussi traduites par une baisse du BAIIA ajusté. Cette baisse a été contrebalancée en partie par l'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières, ainsi que par la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers, la hausse des volumes de ventes et une combinaison de produits favorable. L'inclusion de l'acquisition de SMI pour le trimestre complet et de l'acquisition de Montchevre pour une période de deux semaines a eu une incidence minime sur le BAIIA ajusté. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence défavorable sur le BAIIA ajusté d'environ 14 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté consolidé a totalisé 1,003 milliard de dollars, en baisse d'environ 2 millions de dollars, ou 0,2 %, comparativement à 1,005 milliard de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté a aussi augmenté en raison de l'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières, ainsi que de la hausse des volumes de ventes et d'une combinaison de produits favorable. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par des facteurs de marché défavorables aux États-Unis, qui ont entraîné une baisse d'environ 22 millions de dollars du BAIIA ajusté, ainsi que par une hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI et par une hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence défavorable sur le BAIIA ajusté d'environ 13 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

¹ Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

² Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 56,1 millions de dollars, en hausse de 5,2 millions de dollars, comparativement à 50,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'amortissement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 s'est élevé à 161,6 millions de dollars, en hausse de 11,2 millions de dollars, comparativement à 150,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses sont essentiellement attribuables aux ajouts aux immobilisations, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables, ainsi qu'à la charge d'amortissement additionnelle liée à l'acquisition de SMI et à l'acquisition de Montchevre.

Au troisième trimestre de l'exercice 2018, la Société a engagé des **coûts d'acquisition et de restructuration** de 39,1 millions de dollars (25,1 millions de dollars après impôts). Les coûts d'acquisition sont liés à l'acquisition de SMI, à l'acquisition de Montchevre et à l'acquisition de Murray Goulburn annoncée précédemment. En ce qui a trait aux coûts de restructuration liés à la fermeture d'une usine à Fond du Lac, Wisconsin, la Société a engagé des coûts de séparation et de fermeture de 23,7 millions de dollars et des charges de dépréciation des immobilisations de 10,6 millions de dollars.

Les **charges d'intérêts nettes** ont augmenté de 2,8 millions de dollars et de 2,2 millions de dollars respectivement, au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2017, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à une hausse des emprunts bancaires libellés en pesos argentins, qui portent intérêt à des taux plus élevés.

Les **impôts sur les bénéfices** correspondent à une économie d'impôts de 126,8 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, comparativement à une charge d'impôts de 88,5 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du troisième trimestre, la Société a comptabilisé une économie d'impôts de 178,9 millions de dollars pour tenir compte des soldes d'impôts futurs de 169,2 millions de dollars et des soldes d'impôts courants de 9,7 millions de dollars découlant de la réduction du taux d'imposition fédéral aux États-Unis. Compte non tenu de l'avantage de la réduction du taux d'imposition fédéral aux États-Unis, la charge d'impôts sur les bénéfices pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 aurait totalisé 52,1 millions de dollars, ce qui reflète un taux d'imposition effectif de 24,8 %, comparativement à 31,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par une économie d'impôts de 8,3 millions de dollars découlant du règlement favorable d'un dossier fiscal. La charge d'impôts sur les bénéfices a totalisé 44,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, comparativement à 256,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'avantage de la réduction du taux d'imposition fédéral aux États-Unis, la charge d'impôts sur les bénéfices pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 aurait totalisé 223,4 millions de dollars, ce qui reflète un taux d'imposition effectif de 29,1 %, comparativement à 31,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette réduction s'explique par une économie d'impôts de 8,3 millions de dollars découlant du règlement favorable d'un dossier fiscal. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** du troisième trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 337,0 millions de dollars, en hausse de 139,6 millions de dollars, ou 70,7 %, comparativement à 197,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, le bénéfice net a totalisé 722,5 millions de dollars, en hausse de 156,6 millions de dollars, ou 27,7 %, comparativement à 565,9 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses sont attribuables aux facteurs mentionnés ci-dessus.

Le **bénéfice net ajusté**¹ a totalisé 183,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, comparativement à 197,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, le bénéfice net ajusté a totalisé 568,9 millions de dollars, comparativement à 565,9 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus.

¹ Le bénéfice net ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 4 du présent rapport pour la définition de ce terme.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2018			2017				2016
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	3 021,8	2 884,2	2 892,1	2 719,8	2 966,1	2 845,3	2 631,4	2 734,0
BAIIA ajusté ¹	318,0	329,8	355,2	284,1	346,6	340,6	318,2	313,1
Bénéfice net	337,0	185,2	200,3	165,2	197,4	191,8	176,7	141,2
Coûts d'acquisition et de restructuration ²	25,1	0,2	—	—	—	—	—	23,6
Réforme fiscale américaine	(178,9)	—	—	—	—	—	—	—
Bénéfice net ajusté ¹	183,2	185,4	200,3	165,2	197,4	191,8	176,7	164,8
Bénéfice net par action								
De base	0,87	0,48	0,52	0,42	0,50	0,49	0,45	0,36
Dilué	0,86	0,47	0,51	0,42	0,49	0,48	0,44	0,36
Bénéfice net par action ajusté ¹								
De base	0,47	0,48	0,52	0,42	0,50	0,49	0,45	0,42
Dilué	0,47	0,47	0,51	0,42	0,49	0,48	0,44	0,41

¹ Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 4 du présent rapport pour la définition de ces termes.

² Après impôts sur les bénéfices.

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA ajusté

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1, 2}	(19)	(6)	3	(10)	(3)	20	(11)
Réduction de valeur des stocks	(2)	(3)	(1)	(2)	—	(1)	(1)
Conversion des devises ^{1, 3}	(14)	(8)	9	(4)	3	3	11

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les aliments laitiers.

³ La conversion des devises inclut l'effet sur le BAIIA ajusté de la conversion du dollar américain, du dollar australien et du peso argentin en dollars canadiens.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

La présente section vise à donner un aperçu des stratégies de gestion de la trésorerie et du capital de la Société ainsi que des méthodes utilisées pour atteindre les objectifs opérationnels. Elle fournit également des détails sur la façon dont la Société gère son risque de liquidité afin de s'acquitter de ses obligations financières aux moments requis.

La majorité des besoins en trésorerie de la Société sont financés au moyen de la trésorerie générée par les activités d'exploitation. Ces fonds sont principalement affectés aux dépenses en immobilisations, au versement des dividendes, au remboursement de la dette, aux acquisitions d'entreprises et au rachat d'actions. De plus, la Société dispose de facilités de crédit bancaire destinées à des fins générales.

Les flux de trésorerie de la Société sont présentés dans le tableau qui suit.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	293,5	313,1	797,7	1 062,2
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	203,0	258,3	491,2	870,7
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(415,4)	(73,0)	(632,5)	(217,4)
Trésorerie générée par (utilisée pour) les activités de financement	154,5	(92,7)	24,8	(402,2)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(57,9)	92,6	(116,5)	251,1

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2017, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 293,5 millions de dollars, comparativement à 313,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 19,6 millions de dollars. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, la trésorerie générée par les activités d'exploitation a totalisé 797,7 millions de dollars, comparativement à 1,062 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 264,5 millions de dollars.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2017, la **trésorerie nette générée par les activités d'exploitation** a totalisé 203,0 millions de dollars, comparativement à 258,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse de 55,3 millions de dollars est attribuable à une diminution de 28,6 millions de dollars du BAIIA ajusté et à des coûts de restructuration de 34,3 millions de dollars. La baisse liée aux variations des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation de 37,6 millions de dollars, qui s'explique par les variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché, a été contrebalancée par une augmentation de 28,6 millions de dollars et de 7,1 millions de dollars des impôts sur les bénéfices payés et des intérêts payés, respectivement. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, la trésorerie nette générée par les activités d'exploitation a totalisé 491,2 millions de dollars, comparativement à 870,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse de 379,5 millions de dollars est attribuable aux variations des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation de 236,1 millions de dollars, qui s'expliquent par les variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché et par une augmentation de 113,2 millions de dollars et de 1,8 million de dollars au titre des impôts sur les bénéfices payés et des intérêts payés, respectivement.

Les **activités d'investissement** pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2017 comprenaient principalement un montant de 336,6 millions de dollars déboursé pour l'acquisition de SMI et l'acquisition de Montchevre, des ajouts aux immobilisations d'un montant de 62,8 millions de dollars et des ajouts aux actifs incorporels de 17,3 millions de dollars relatifs aux initiatives liées au PGI. Les activités d'investissement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 comprenaient principalement un montant de 370,4 millions de dollars déboursé pour l'acquisition de SMI et l'acquisition de Montchevre, des ajouts aux immobilisations d'un montant de 212,5 millions de dollars et des ajouts aux actifs incorporels relatifs aux initiatives liées au PGI d'un montant de 55,5 millions de dollars.

Les **activités de financement** pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2017 se composaient essentiellement d'une hausse de 204,8 millions de dollars des emprunts bancaires, principalement liée au financement de l'acquisition de Montchevre, et à l'émission d'actions d'un montant de 12,8 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. Enfin, la Société a versé des dividendes de 61,9 millions de dollars. Les activités de financement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 se composaient essentiellement d'une augmentation de 303,2 millions de dollars des emprunts bancaires en raison de l'acquisition de Montchevre et d'un remboursement net de 100,0 millions de dollars de la dette à long terme découlant de l'émission de billets à moyen terme d'un montant de 300,0 millions de dollars, qui a été utilisée en plus des fonds en caisse pour rembourser une tranche de 400,0 millions de dollars sur un emprunt bancaire à terme non garanti. De plus, des actions d'une valeur de

33,4 millions de dollars ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. Finalement, la Société a procédé au rachat de capital-actions pour un montant de 29,0 millions de dollars et a versé des dividendes de 181,6 millions de dollars.

Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les montants pouvant être prélevés sur les facilités de crédit existantes devraient permettre à la Société de répondre à ses besoins en trésorerie pour au moins les 12 prochains mois. La Société croit qu'elle n'aurait aucune difficulté à obtenir du financement pour un montant supérieur à celui des facilités dont elle dispose actuellement afin de financer les acquisitions potentielles.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio)

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Actifs à court terme	2 521,2	2 380,5
Passifs à court terme	1 476,9	1 193,4
Fonds de roulement	1 044,3	1 187,1
Ratio du fonds de roulement	1,71	1,99

Le ratio du fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir les passifs à court terme au moyen d'actifs à court terme, sans avoir un surplus d'actifs inactifs.

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

La Société vise un niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio d'environ 2,0 fois la dette nette¹ sur le BAIIA ajusté². De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin d'effectuer des acquisitions et de saisir d'autres occasions stratégiques. Le cas échéant, la Société prévoit réduire le levier financier sur une période raisonnable en vue de maintenir ses notations de première qualité.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Dette à long terme	1 425,7	1 500,0
Emprunts bancaires	370,4	93,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,3	250,5
Dette nette ¹	1 671,8	1 343,3
BAIIA ajusté ² des 12 derniers mois	1 287,1	1 289,5
Dette nette sur le BAIIA ajusté ² des 12 derniers mois	1,30	1,04
Nombre d'actions ordinaires	386 993 881	386 234 311
Nombre d'options d'achat d'actions	20 038 321	17 850 014

¹ La dette nette se compose de la dette à long terme et des emprunts bancaires, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

² Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 4 du présent rapport pour la définition de ce terme.

Au 31 décembre 2017, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 124,3 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire disponibles de 926,4 millions de dollars, desquelles une tranche de 370,4 millions de dollars avait été prélevée. Dans le cadre de l'acquisition de Murray Goulburn, la Société a conclu, le 21 décembre 2017, une nouvelle entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable d'un montant total de 1,289 milliard de dollars (la facilité d'acquisition), composée de trois tranches : une tranche d'un an d'un montant de 400,0 millions de dollars, une tranche de trois ans d'un montant de 300,0 millions de dollars et une tranche de cinq ans d'un montant de 600,0 millions de dollars AU (589,0 millions de dollars). La facilité d'acquisition servira à financer l'acquisition de Murray Goulburn.

Se reporter aux notes 5 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Au 29 janvier 2018, 387 106 889 actions ordinaires et 19 879 917 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société assure la gestion et le suivi continu de ses engagements et de ses obligations contractuelles afin de veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter de ceux-ci au moyen des fonds provenant de l'exploitation et de l'optimisation de sa structure du capital.

Les obligations contractuelles de la Société se composent des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme, des contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant ainsi que des obligations d'achat au titre de dépenses en immobilisations pour lesquelles la Société s'est engagée.

(en millions de dollars CAD)

	31 décembre 2017				31 mars 2017			
	Dettes à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total	Dettes à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total
Moins de 1 an	4,3	27,9	72,5	104,7	—	30,6	88,9	119,5
De 1 à 2 ans	4,3	23,9	—	28,2	—	25,3	—	25,3
De 2 à 3 ans	517,1	19,2	—	536,3	900,0	21,0	—	921,0
De 3 à 4 ans	300,0	15,3	—	315,3	—	16,9	—	16,9
De 4 à 5 ans	300,0	13,0	—	313,0	300,0	13,3	—	313,3
Plus de 5 ans	300,0	29,3	—	329,3	300,0	37,2	—	337,2
	1 425,7	128,6	72,5	1 626,8	1 500,0	144,3	88,9	1 733,2

Dettes à long terme

Comme il est décrit à la note 6 des états financiers consolidés, la dette à long terme de la Société se compose de facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties de 200,0 millions de dollars, échéant en décembre 2019, qui portent intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou aux taux des acceptations bancaires majorés de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

La dette à long terme se compose également de quatre séries de billets à moyen terme d'un montant de 300,0 millions de dollars, pour un total de 1,200 milliard de dollars, portant intérêt à un taux variant entre 1,94 % et 2,83 % par année et échéant entre novembre 2019 et novembre 2023.

Paievements minimaux sur les contrats de location simple

La Société a des contrats de location simple à long terme pour des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

BILAN

Les principaux postes du bilan au 31 décembre 2017 ont varié essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien et au peso argentin, et de l'inclusion de l'acquisition de SMI et de l'acquisition de Montchevre, par rapport au 31 mars 2017.

Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités américaines libellées en dollars américains était de 1,257 \$ CAD/USD au 31 décembre 2017, contre 1,332 \$ CAD/USD au 31 mars 2017. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités en Argentine libellées en pesos argentins était de 0,068 \$ CAD/ARS au 31 décembre 2017, contre 0,087 \$ CAD/ARS au 31 mars 2017. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités australiennes libellées en dollars australiens était de 0,982 \$ CAD/AUD au 31 décembre 2017, contre 1,016 \$ CAD/AUD au 31 mars 2017. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien et au peso argentin s'est traduite par des valeurs moins élevées comptabilisées dans les postes du bilan concernés de nos activités à l'étranger.

La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins emprunts bancaires) a diminué, passant d'un montant positif de 156,7 millions de dollars au 31 mars 2017 à un montant négatif de 246,1 millions de dollars au 31 décembre 2017, principalement en raison de la diminution de la trésorerie nette découlant de l'acquisition de SMI et de l'acquisition de Montchevre. La variation de l'écart de conversion comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est attribuable principalement à l'affaiblissement du dollar américain.

SUIVI DE CERTAINS ÉLÉMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux garanties, aux transactions entre parties liées, aux normes comptables, aux méthodes comptables critiques et au recours à des estimations comptables, aux normes futures, aux nouvelles normes comptables adoptées, aux risques et incertitudes, ainsi qu'une analyse de sensibilité des variations de taux d'intérêt et de la devise américaine, veuillez consulter l'information contenue dans le rapport annuel 2017 de la Société (pages 20 à 29 du rapport de gestion).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin de permettre que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont conclu, qu'à leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, il n'y a eu, au 31 décembre 2017, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATION SECTORIELLE

Au 1^{er} avril 2017, le Secteur Canada comprend les revenus nationaux et d'exportation d'ingrédients fabriqués au Canada. Le Secteur USA comprend les revenus nationaux d'ingrédients et les revenus d'exportation d'ingrédients et de fromages fabriqués aux États-Unis. Avant le 1^{er} avril 2017, ces chiffres étaient présentés dans la Division Ingrédients laitiers du Secteur International. Par conséquent, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à la présentation actuelle.

Secteur Canada

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 057,2	1 032,6	999,2	959,8	1 059,0	1 044,3	997,1
BAIIA ajusté	127,9	122,9	117,0	104,1	116,9	119,8	112,3

Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada).

Revenus

Les revenus du Secteur Canada ont totalisé 1,057 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, en baisse d'environ 2 millions de dollars, ou 0,2 %, comparativement à 1,059 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution des revenus découle principalement de la baisse des prix de vente des ingrédients vendus sur le marché de l'exportation. Les volumes de ventes sont demeurés relativement stables.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 3,089 milliards de dollars, en baisse d'environ 11 millions de dollars, ou 0,4 %, par rapport aux revenus de 3,100 milliards de dollars enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des volumes de ventes de jus, une catégorie de produits que la Société a retirée, et la baisse des prix de vente des ingrédients vendus sur le marché de l'exportation ont entraîné une baisse des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des prix de vente liée à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, et par une combinaison de produits favorable.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du Secteur Canada a totalisé 127,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, en hausse de 11,0 millions de dollars, ou 9,4 %, comparativement à 116,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières, ainsi que la diminution des frais administratifs attribuable au déploiement par étapes du PGI, principalement dans le secteur USA au cours du trimestre, ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 1 million de dollars.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA ajusté a totalisé 367,8 millions de dollars, en hausse de 18,8 millions de dollars, ou 5,4 %, comparativement à 349,0 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. L'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières, ainsi que la diminution des frais administratifs attribuable au déploiement par étapes du PGI, ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels ainsi que par la baisse des volumes de ventes de jus, une catégorie de produits que la Société a retirée. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 1 million de dollars.

Secteur USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 591,3	1 528,1	1 578,3	1 486,5	1 593,8	1 532,0	1 391,0
BALIA ajusté	153,9	170,7	196,5	150,5	200,1	196,1	187,5

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BALIA ajusté

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1, 2}	(19)	(6)	3	(10)	(3)	20	(11)
Taux de change du dollar américain ¹	(9)	(7)	8	(7)	–	–	8

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les aliments laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars USD, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,627	1,660	1,575	1,580	1,738	1,689	1,412
Prix de clôture du bloc par livre de fromage ¹	1,540	1,735	1,525	1,520	1,660	1,533	1,660
Prix moyen du beurre par livre	2,254	2,568	2,312	2,177	1,997	2,149	2,125
Prix de clôture du beurre par livre ²	2,208	2,315	2,643	2,108	2,268	1,898	2,350
Prix moyen du lactosérum par livre ³	0,310	0,403	0,465	0,482	0,380	0,299	0,241
Écart ⁴	0,072	0,066	0,039	0,011	0,112	0,119	0,125
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁵	1,270	1,256	1,344	1,324	1,334	1,305	1,288

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

² Le prix de clôture du beurre correspond au prix du beurre de catégorie AA transigé sur la CME le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

³ Le prix de marché moyen du lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

⁴ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁵ Selon l'information publiée par Bloomberg.

Le Secteur USA se compose de la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

Revenus

Les revenus du Secteur USA ont totalisé 1,591 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, en baisse d'environ 3 millions de dollars, ou 0,2 %, comparativement à 1,594 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du prix moyen du beurre par livre a été contrebalancée en partie par la baisse du prix moyen du bloc par livre de fromage au troisième trimestre de l'exercice 2018, ce qui a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 30 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes, l'inclusion de l'acquisition de SMI pour le trimestre complet et de l'acquisition de Montchevre pour une période de deux semaines ainsi que la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale ont aussi eu une incidence positive sur les revenus au cours du trimestre. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 73 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur USA ont totalisé 4,698 milliards de dollars, en hausse d'environ 181 millions de dollars, ou 4,0 %, par rapport aux revenus de 4,517 milliards de dollars enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre par livre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 126 millions de dollars. De plus, la hausse des volumes de ventes et la hausse des prix de vente sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers ont eu une incidence positive sur les revenus. L'inclusion de l'acquisition de SMI pour le trimestre complet et de l'acquisition de Montchevre pour une période de deux semaines a eu une incidence positive sur les revenus. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 70 millions de dollars.

BAlIA ajusté

Le BAlIA ajusté du Secteur USA a totalisé 153,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, en baisse de 46,2 millions de dollars, ou 23,1 %, comparativement à 200,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre par livre au cours du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence défavorable sur la réalisation des stocks et sur l'absorption des frais fixes. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence minime sur le BAlIA ajusté, alors que l'amélioration du marché des ingrédients laitiers a eu une incidence positive sur le BAlIA ajusté. Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence négative sur le BAlIA ajusté d'environ 19 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI et la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant d'une augmentation des coûts de transport ont contribué à la diminution du BAlIA ajusté. L'inclusion de l'acquisition de SMI pour un trimestre complet et de l'acquisition de Montchevre pour une période de deux semaines a eu une incidence minime sur le BAlIA ajusté. Cette baisse a été contrebalancée en partie par une hausse des volumes de ventes. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative d'environ 9 millions de dollars sur le BAlIA ajusté.

Depuis le début de l'exercice, le BAlIA ajusté a totalisé 521,1 millions de dollars, en baisse de 62,6 millions de dollars, ou 10,7 %, comparativement à 583,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été défavorable. De plus, la variation du prix moyen du bloc par livre de fromage pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'est traduite par une réalisation défavorable des stocks. Toutefois, l'amélioration du marché des ingrédients laitiers a eu une incidence positive sur le BAlIA ajusté. Ces facteurs du marché combinés, y compris les marges défavorables liées à une fluctuation des prix sur le marché du beurre, ont eu une incidence négative sur le BAlIA ajusté d'environ 22 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI et la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant d'une augmentation des coûts de transport ont contribué à la diminution du BAlIA ajusté. Ces baisses ont été contrebalancées en partie par la hausse des volumes de ventes et une combinaison de produits favorable. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative d'environ 8 millions de dollars sur le BAlIA ajusté.

Secteur International

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	373,3	323,5	314,6	273,5	313,3	269,0	243,3
BAlIA ajusté	36,2	36,2	41,7	29,5	29,6	24,7	18,4

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAlIA ajusté

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Réduction de valeur des stocks	(2)	(3)	(1)	(2)	—	(1)	(1)
Conversion des devises ¹	(4)	(1)	1	(1)	4	1	3

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le Secteur International se compose de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie).

Revenus

Les revenus du Secteur International ont totalisé 373,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, soit une hausse de 60,0 millions de dollars, ou 19,2 %, comparativement à 313,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation et la hausse des volumes de ventes de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie) se sont traduites par une augmentation des revenus. La fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation s'est traduite par une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises utilisées dans le Secteur International a eu une incidence négative sur les revenus d'environ 27 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur International ont totalisé 1,011 milliard de dollars, soit une hausse d'environ 186 millions de dollars, ou 22,5 %, comparativement à 825,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente, tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation se sont traduites par une augmentation des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. De plus, la hausse des volumes de ventes de la Division Produits laitiers (Argentine), tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, s'est traduite par une augmentation des revenus. Dans la Division Produits laitiers (Australie), une combinaison de produits défavorable, contrebalancée en partie par la hausse des volumes de ventes sur le marché de l'exportation, a entraîné une baisse des revenus. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises utilisées dans le Secteur International a eu une incidence négative sur les revenus d'environ 48 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du Secteur International a totalisé 36,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, en hausse de 6,6 millions de dollars, ou 22,3 %, comparativement à 29,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse a été contrebalancée en partie par une combinaison de produits défavorable. À la suite de la baisse de certains prix de vente sur le marché, une réduction d'environ 2 millions de dollars de la valeur des stocks a été comptabilisée, ce qui a entraîné une diminution du BAIIA ajusté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 4 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA ajusté a totalisé 114,1 millions de dollars, en hausse de 41,4 millions de dollars, ou 56,9 %, comparativement à 72,7 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des prix de vente et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. De plus, la hausse des volumes de ventes tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À la suite de la baisse de certains prix de vente sur le marché, une réduction d'environ 6 millions de dollars de la valeur des stocks a été comptabilisée depuis le début de l'exercice, comparativement à une réduction d'environ 2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 4 millions de dollars.

PERSPECTIVES

La Société bénéficie d'un bilan et d'une structure du capital solides, soutenus par un niveau élevé de trésorerie générée par les activités d'exploitation et un faible niveau d'endettement, ce qui lui permet de continuer à tirer parti de ses plateformes complémentaires mondiales pour faire face aux défis constants sur le marché des produits laitiers. Cette souplesse financière permet à la Société de croître par l'entremise d'acquisitions ciblées et de façon organique grâce à des dépenses en immobilisations stratégiques. La Société s'est engagée à fabriquer des produits de qualité et elle continuera de mettre l'accent sur l'efficacité opérationnelle. La création de valeur pour les actionnaires et l'amélioration de la rentabilité demeurent les pierres angulaires des objectifs de la Société.

La mise en œuvre de notre PGI progresse comme prévu. Depuis le début du deuxième trimestre, toutes les activités du Secteur International sont exercées avec le nouveau PGI. La mise en œuvre a commencé dans la Division Aliments laitiers (USA) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, et elle devrait être terminée au cours des prochains trimestres. Dans la Division Fromages (USA), les initiatives liées au PGI ont été lancées, et la mise en œuvre est prévue à l'exercice 2019. La mise en œuvre du PGI au sein de la Division Produits laitiers (Canada) est prévue à l'exercice 2020.

Au Canada, afin d'atténuer les pressions à la baisse sur les marges, la faible croissance et les conditions de marché concurrentielles, nous continuerons de mettre l'accent sur la révision de l'ensemble de nos activités pour améliorer l'efficacité opérationnelle. La Division Produits laitiers (Canada) entreprendra des projets d'immobilisations visant à améliorer l'efficacité et à accroître la capacité, afin de conserver sa position de chef de file. La Division a aussi l'intention de saisir les occasions sur le marché liées à la refonte de la marque *Saputo*, tout en réaffirmant son engagement envers les clients d'un océan à l'autre afin d'être leur marque de fromage préférée et de confiance, et ce, au moyen de diverses activités promotionnelles, de campagnes publicitaires variées et d'emballages novateurs.

Dans la Division Fromages (USA), la Société se concentre sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et sur le contrôle des coûts pour atténuer l'incidence négative sur le BAIIA ajusté des marchés des marchandises. Au cours des trimestres à venir, la Division tirera parti de la production de fromage bleu à son usine construite récemment à Almena, au Wisconsin. Ce projet de dépenses en immobilisations permettra à la Division de renforcer sa position au sein de la catégorie du fromage bleu. De plus, la Division Fromages (USA) poursuivra la croissance des volumes de ventes de fromage à l'exportation, dans la mesure où les prix du lait aux États-Unis sont concurrentiels avec les prix mondiaux.

La Division procèdera à l'intégration de l'acquisition de Montchevre. Cette acquisition permettra à la Division Fromages (USA) d'accroître sa présence dans les fromages de spécialité aux États-Unis.

La Division a annoncé la fermeture de son usine de fabrication de fromage à Fond du Lac, Wisconsin, laquelle est prévue en mai 2018. La décision a été prise dans le but d'améliorer davantage l'efficacité et de réduire les coûts tout en renforçant notre présence sur le marché dans le cadre du processus continu d'analyse de l'ensemble de nos activités. La production actuelle sera intégrée à l'usine de la Société à Almena, Wisconsin.

La Division Aliments laitiers (USA) continue de se concentrer sur l'optimisation et la maximisation de ses investissements dans son réseau existant afin de tirer parti des nouvelles capacités de production, de favoriser la croissance future, de satisfaire à la demande des clients et de mettre en marché de nouveaux produits. La Division a intégré l'acquisition de SMI et axera ses efforts sur la maximisation de son réseau d'infrastructures et de distribution. La Division continuera d'investir pour soutenir ses capacités de production et consolider sa position concurrentielle en matière de coûts. Plus précisément, la Division Aliments laitiers (USA) se concentrera sur des dépenses en immobilisations ciblées visant à accroître la capacité de production.

Le Secteur International continuera de chercher à accroître les volumes de ventes sur les marchés existants et de développer ses affaires sur d'autres marchés internationaux. Avec l'achèvement du projet d'expansion des activités liées au fromage plus tôt au cours de l'exercice, la Division Produits laitiers (Australie) est en bonne position pour poursuivre sa croissance grâce à une capacité accrue. Le Secteur continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et s'efforcera de maximiser sa flexibilité opérationnelle pour atténuer la volatilité des conditions du marché. Alors que la volatilité des marchés des produits laitiers perdure, nous prévoyons une baisse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers au cours du premier semestre de l'année civile 2018. Nous continuerons donc de mettre l'accent sur le contrôle des coûts et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle afin d'atténuer son incidence sur le BAIIA ajusté.

Le 26 octobre 2017, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de l'entreprise de Murray Goulburn, basée en Australie. La Société continuera de poursuivre ses efforts à la réalisation de cette acquisition et la clôture de la transaction est prévue pour le premier semestre de l'année civile 2018. Avec l'acquisition de Murray Goulburn, la Société bonifierait et compléterait les activités de la Division Produits laitiers (Australie) de Saputo. En acquérant un acteur bien établi dans l'industrie, la Société affirme sa volonté de renforcer sa présence sur le marché australien. MG produit une gamme complète d'aliments laitiers de grande qualité, notamment du lait de consommation, de la poudre de lait, du fromage, du beurre et des breuvages laitiers, ainsi qu'une gamme d'ingrédients et de produits nutritionnels, comme le lait maternisé. MG dessert les industries du détail et de la restauration à l'échelle mondiale sous les marques phares *Devondale*, *Liddells* et *Murray Goulburn Ingredients*. Saputo entend poursuivre ses investissements dans sa plateforme australienne et continuer à développer ses activités nationales et internationales.

Le 22 décembre 2017, les États-Unis ont adopté la loi intitulée « Tax Cuts and Jobs Act », que l'on appelle couramment la réforme fiscale américaine, qui comprend une réduction du taux d'imposition fédéral américain. Si le nouveau taux d'imposition fédéral américain avait été en vigueur pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, l'incidence aurait été, sur une base annualisée, une réduction de la charge d'impôts d'environ 38 millions de dollars US.

Nous visons toujours à accroître l'efficacité globale de tous nos secteurs et à poursuivre notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Revenus	3 021,8 \$	2 966,1 \$	8 798,1 \$	8 442,8 \$
Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement, les coûts d'acquisition et de restructuration (note 4)	2 703,8	2 619,5	7 795,1	7 437,4
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration	318,0	346,6	1 003,0	1 005,4
Amortissement	56,1	50,9	161,6	150,4
Coûts d'acquisition et de restructuration	39,1	—	39,4	—
Intérêts sur la dette à long terme	8,6	9,2	25,5	28,6
Autres charges financières (note 9)	4,0	0,6	9,5	4,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	210,2	285,9	767,0	822,2
Impôts sur les bénéfices (note 10)	(126,8)	88,5	44,5	256,3
Bénéfice net	337,0 \$	197,4 \$	722,5 \$	565,9 \$
Bénéfice net par action (note 8)				
De base	0,87 \$	0,50 \$	1,87 \$	1,44 \$
Dilué	0,86 \$	0,49 \$	1,85 \$	1,42 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	337,0 \$	197,4 \$	722,5 \$	565,9 \$
Autres éléments du résultat global :				
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>				
Écarts de change découlant de la conversion des devises	21,6	60,2	(273,5)	99,5
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur couvertures de flux de trésorerie ¹ (note 11)	(3,4)	(2,6)	8,3	(1,4)
Reclassement des (gains) pertes sur couvertures de flux de trésorerie en résultat net ²	(1,1)	0,7	(5,9)	(1,4)
Autres éléments du résultat global	17,1	58,3	(271,1)	96,7
Total du bénéfice global	354,1 \$	255,7 \$	451,4 \$	662,6 \$

¹ Après impôts sur les bénéfices de 1,5 \$ et de 2,6 \$, respectivement, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017 (0,3 \$ et 0,2 \$ en 2016).

² Après impôts sur les bénéfices de 0,4 \$ et de 2,7 \$, respectivement, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017 (0,3 \$ et 0,8 \$ en 2016).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)

(non audités)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017

	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves				
Solde au début de l'exercice	386 234 311	871,1 \$	717,8 \$	(3,0) \$	97,9 \$	812,7 \$	2 639,1 \$	4 322,9 \$	– \$	4 322,9 \$
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	722,5	722,5	–	722,5
Autres éléments du résultat global	–	–	(273,5)	2,4	–	(271,1)	–	(271,1)	–	(271,1)
Total du bénéfice global								451,4	–	451,4
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	–	(181,6)	(181,6)	–	(181,6)
Régime d'options d'achat d'actions (note 7)	–	–	–	–	18,2	18,2	–	18,2	–	18,2
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	1 414 470	33,4	–	–	–	–	–	33,4	–	33,4
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	–	6,6	–	–	(6,6)	(6,6)	–	–	–	–
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	–	–	–	–	1,6	1,6	–	1,6	–	1,6
Actions rachetées et annulées	(654 900)	(1,4)	–	–	–	–	(27,6)	(29,0)	–	(29,0)
Solde à la fin de la période	386 993 881	909,7 \$	444,3 \$	(0,6) \$	111,1 \$	554,8 \$	3 152,4 \$	4 616,9 \$	– \$	4 616,9 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016

	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves				
Solde au début de l'exercice	392 520 687	821,0 \$	613,6 \$	– \$	82,1 \$	695,7 \$	2 485,1 \$	4 001,8 \$	68,0 \$	4 069,8 \$
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	563,5	563,5	2,4	565,9
Autres éléments du résultat global	–	–	99,5	(2,8)	–	96,7	–	96,7	–	96,7
Total du bénéfice global								660,2	2,4	662,6
Participations additionnelles ne donnant pas le contrôle découlant d'une nouvelle émission d'actions	–	–	–	–	–	–	–	–	16,2	16,2
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	–	(170,4)	(170,4)	–	(170,4)
Régime d'options d'achat d'actions (note 7)	–	–	–	–	16,4	16,4	–	16,4	–	16,4
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	2 329 141	47,0	–	–	–	–	–	47,0	–	47,0
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	–	10,1	–	–	(10,1)	(10,1)	–	–	–	–
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	–	–	–	–	4,6	4,6	–	4,6	–	4,6
Actions rachetées et annulées	(5 486 280)	(11,9)	–	–	–	–	(223,1)	(235,0)	–	(235,0)
Actions rachetées et non annulées	(187 700)	(0,4)	–	–	–	–	(8,5)	(8,9)	–	(8,9)
Solde à la fin de la période	389 175 848	865,8 \$	713,1 \$	(2,8) \$	93,0 \$	803,3 \$	2 646,6 \$	4 315,7 \$	86,6 \$	4 402,3 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS*(en millions de dollars CAD)*

Aux	31 décembre 2017 (non audité)	31 mars 2017 (audité)
ACTIF		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,3 \$	250,5 \$
Débiteurs	985,9	863,2
Stocks	1 266,3	1 172,5
Impôts à recevoir	64,8	15,0
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	79,9	79,3
	2 521,2	2 380,5
Immobilisations	2 179,1	2 165,5
Goodwill	2 368,3	2 240,5
Actifs incorporels	809,1	662,3
Autres éléments d'actif	88,9	99,7
Impôts différés	31,0	48,1
Total de l'actif	7 997,6 \$	7 596,6 \$
PASSIF		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires (note 5)	370,4 \$	93,8 \$
Créditeurs et charges à payer	1 075,9	1 008,3
Impôts à payer	26,3	91,3
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	4,3	—
	1 476,9	1 193,4
Dette à long terme (note 6)	1 421,4	1 500,0
Autres éléments de passif	65,7	68,9
Impôts différés	416,7	511,4
Total du passif	3 380,7 \$	3 273,7 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 7)	909,7	871,1
Réserves	554,8	812,7
Bénéfices non distribués	3 152,4	2 639,1
Total des capitaux propres	4 616,9 \$	4 322,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 997,6 \$	7 596,6 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation				
Bénéfice net	337,0 \$	197,4 \$	722,5 \$	565,9 \$
Ajustements pour :				
Rémunération à base d'actions	8,8	10,0	24,7	24,1
Intérêts et autres charges financières	12,6	9,8	35,0	32,8
Impôts sur les bénéfices	(126,8)	88,5	44,5	256,3
Amortissement	56,1	50,9	161,6	150,4
Gain sur la cession d'immobilisations	(0,6)	(0,2)	(1,0)	(1,9)
Charges de dépréciation relatives à une fermeture d'usine	10,6	–	10,6	–
Quote-part des bénéfices des coentreprises, déduction faite des dividendes reçus	(2,6)	(4,4)	3,5	0,4
Sous-financement des régimes des employés sur le coût	0,5	0,8	1,3	3,1
	295,6	352,8	1 002,7	1 031,1
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(2,1)	(39,7)	(205,0)	31,1
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	293,5	313,1	797,7	1 062,2
Intérêts et autres charges financières payés	(19,7)	(12,6)	(40,0)	(38,2)
Impôts sur les bénéfices payés	(70,8)	(42,2)	(266,5)	(153,3)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	203,0	258,3	491,2	870,7
Investissement				
Acquisitions d'entreprises	(336,6)	–	(370,4)	–
Ajouts aux immobilisations	(62,8)	(50,7)	(212,5)	(160,3)
Ajouts aux actifs incorporels	(17,3)	(22,9)	(55,5)	(60,3)
Produit de la cession d'immobilisations	1,4	0,4	6,2	4,2
Autres	(0,1)	0,2	(0,3)	(1,0)
	(415,4)	(73,0)	(632,5)	(217,4)
Financement				
Emprunts bancaires	204,8	23,6	303,2	(89,0)
Produit de l'émission de la dette à long terme	–	300,0	300,0	600,0
Remboursement de la dette à long terme	(1,2)	(212,5)	(401,2)	(552,2)
Émission de capital-actions	12,8	13,4	33,4	47,0
Rachat de capital-actions	–	(158,7)	(29,0)	(237,6)
Dividendes	(61,9)	(58,5)	(181,6)	(170,4)
	154,5	(92,7)	24,8	(402,2)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(57,9)	92,6	(116,5)	251,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	180,8	331,4	250,5	164,3
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,4	9,7	(9,7)	18,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	124,3 \$	433,7 \$	124,3 \$	433,7 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en millions de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions.)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société ouverte constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Argentine et de l'Australie. L'adresse du siège social de la Société est le 6869, boulevard Métropolitain Est, Montréal, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 31 décembre 2017 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 1^{er} février 2018, la publication des états financiers pour la période terminée le 31 décembre 2017.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Conséquemment, certaines exigences, en matière d'informations à fournir, habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ont été omises ou résumées.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables et procédés de calcul appliqués dans les présents états financiers sont les mêmes que ceux appliqués par la Société dans ses états financiers consolidés au 31 mars 2017 et pour l'exercice terminé à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et modifications décrites plus bas.

Les présents états financiers devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE

L'IASB procède continuellement à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des modifications sont présentés plus bas.

Les normes, modifications aux normes et interprétations ci-dessous ont été publiées et s'appliquent à la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. L'application anticipée est permise.

IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié une modification visant à clarifier la façon de comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications décrivent les exigences liées à la comptabilisation de l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie; des transactions dont le paiement est fondé sur des actions comportant l'option de règlement net aux fins des obligations de retenue d'impôt; ainsi que d'une modification des modalités d'un paiement fondé sur des actions qui donne lieu à un changement dans le classement de la transaction qui est réglée en instruments de capitaux propres plutôt qu'en trésorerie.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, dans le but de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme se rapporte au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers et fournit un nouveau modèle de dépréciation pour la comptabilisation des pertes de crédit attendues et un nouveau modèle de comptabilisation de couverture.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, dont l'objectif est de mettre en œuvre un modèle unique de comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients. Cette nouvelle norme annulera et remplacera les directives actuelles de comptabilisation des produits d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*.

L'objectif de cette norme est d'établir une méthode de comptabilisation des produits en cinq étapes : identification d'un contrat conclu avec des clients, identification des obligations de prestation, détermination du prix de transaction, répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation et comptabilisation des produits lorsque les obligations de prestation sont remplies. Dans certains cas, les transferts d'actifs non liés aux activités ordinaires de l'entité devront aussi être soumis aux exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation du nouveau modèle. Cette norme élargit également les exigences en matière d'informations à fournir.

En avril 2016, l'IASB a modifié IFRS 15 pour y inclure des clarifications des directives sur l'identification des obligations de prestation, sur la comptabilisation des licences de propriété intellectuelle et sur la distinction entre une entité agissant pour son propre compte et celle qui agit comme mandataire (présentation des produits bruts par rapport aux produits nets).

En ce qui a trait à l'identification des obligations de prestation, les modifications clarifient la façon de déterminer si les promesses contenues dans un contrat sont des biens et des services distincts et, par conséquent, s'ils devraient être comptabilisés séparément. Les modifications aux directives sur les licences clarifient la façon de déterminer si les produits tirés d'une licence de propriété intellectuelle devraient être comptabilisés progressivement ou à un moment précis. En ce qui a trait à la distinction entre une entité agissant pour son propre compte et celle qui agit comme mandataire, les modifications précisent que l'entité agissant pour son propre compte en vertu d'un accord contrôle un bien ou un service avant qu'il ne soit fourni à un client.

IAS 40, Immeubles de placement

En décembre 2016, l'IASB a publié une modification d'IAS 40 afin de clarifier les indications sur les transferts d'actifs depuis la catégorie immeubles de placement ou vers celle-ci. La modification indique que pour transférer un bien immobilier depuis ou vers la catégorie immeubles de placement, il doit exister une indication que l'utilisation du bien immobilier a changé. Pour conclure que l'utilisation du bien immobilier a changé, il est convenu d'évaluer si le bien immobilier répond à la définition de ce terme. Le changement doit être confirmé au moyen d'éléments probants. Cette modification peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, qui fournit des indications sur la manière de déterminer la date de la transaction lors de l'application de la norme sur les transactions en monnaie étrangère, conformément à IAS 1. L'interprétation s'applique lorsqu'une entité paie ou reçoit une contrepartie anticipée dans le cadre de contrats libellés en devises. La date de la transaction détermine le taux de change à utiliser au moment de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou des produits connexes. Cette interprétation fournit des directives pour les cas de paiements ou d'encaissements uniques et pour les cas de paiements ou d'encaissements multiples et vise à réduire la diversité des pratiques.

La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes, modifications et interprétations sur les états financiers de la Société.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les normes, modifications aux normes et interprétations ci-dessous ont été publiées et s'appliquent à la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019. L'application anticipée est permise.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises

En décembre 2017, l'IASB a publié une modification à IFRS 3 afin de clarifier le fait que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les participations qu'elle détenait antérieurement dans cette entreprise.

IFRS 9, Instruments financiers

En octobre 2017, l'IASB a apporté d'autres modifications à IFRS 9 afin de répondre aux préoccupations sur le classement, selon cette norme, de certains actifs financiers susceptibles de remboursement anticipé. L'IASB a aussi apporté une précision sur la façon de comptabiliser la modification d'un passif financier.

IFRS 11, Partenariats

En décembre 2017, l'IASB a publié une modification à IFRS 11 afin de clarifier le fait que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les participations qu'elle détenait antérieurement dans cette entreprise.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme éliminera la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement et imposera la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location au bilan. Pour le bailleur, la comptabilisation demeurera essentiellement inchangée, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement sera maintenue.

IAS 23, Coûts d'emprunt

En décembre 2017, l'IASB a publié une modification à IAS 23 afin de préciser que si un emprunt contracté reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, il doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale par l'entité aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

En octobre 2017, l'IASB a publié une modification à IAS 28 afin de préciser qu'une entité doit appliquer IFRS 9 aux intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise qui, en fait, constituent une partie de sa participation nette dans l'entreprise associée ou la coentreprise, mais auxquels la méthode de la mise en équivalence n'est pas appliquée.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, le Comité d'interprétations des IFRS a publié IFRIC 23, qui clarifie la manière d'appliquer les exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation prescrites dans IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'une incertitude subsiste quant aux traitements fiscaux à utiliser.

La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes, modifications et interprétations sur les états financiers de la Société.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

QUESTIONS LIÉES À L'APPLICATION D'IFRS 9 ET D'IFRS 15

IFRS 9 et IFRS 15 doivent être appliquées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société n'adoptera pas IFRS 9 ni IFRS 15 de façon anticipée.

IFRS 9 s'applique de manière rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, sous réserve de certaines exemptions et exceptions. De façon générale, les principales incidences de l'adoption d'IFRS 9 devraient être liées au classement et à l'évaluation des actifs financiers, à l'introduction d'un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues (plutôt que les pertes subies selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*), à la comptabilité de couverture et à des obligations d'information additionnelles importantes.

La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme. Au cours de son analyse préliminaire, aucune différence qui changerait de façon importante le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société n'a été décelée. La Société prévoit appliquer la méthode simplifiée et comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie de toutes les créances clients. La Société continue d'évaluer l'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés, mais ne s'attend pas à ce qu'elle ait une incidence importante.

IFRS 15 peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente l'information financière, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, ou de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application d'IFRS 15 à la date de la première application. La Société a décidé d'utiliser la seconde méthode comme méthode de transition, tel qu'il est prescrit aux termes d'IFRS 15.

L'analyse préliminaire de la Société a permis de mettre en évidence les changements au titre du classement des revenus et des coûts d'exploitation relatifs à la présentation des activités d'expédition et de manutention et de la présentation des rabais et autres montants de contrepartie variable pour déterminer si elle correspond à celle d'un bien ou service distinct ou d'incitatifs à la vente. De plus, le moment de la comptabilisation des revenus lorsque le contrôle d'un actif est transféré au client ne devrait pas donner lieu à des changements importants concernant les pratiques de comptabilisation des revenus de la Société. Les nouvelles directives relatives aux rabais et autres montants de contrepartie variable sont en règle générale conformes aux pratiques actuelles en matière de comptabilisation des revenus. La direction procède actuellement à la quantification de l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 15 et en évalue l'incidence globale sur les informations à fournir de la Société, et à la date des présentes, celle-ci progresse selon l'échéancier prévu par la direction. Selon les évaluations préliminaires effectuées à ce jour, la Société ne prévoit pas que l'adoption d'IFRS 15 aura une incidence significative sur les états financiers consolidés.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE LA PÉRIODE

Les modifications aux normes existantes qui suivent ont été adoptées par la Société le 1^{er} avril 2017.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

IAS 7 a été modifiée pour y inclure des exigences supplémentaires en matière de présentation de la variation des passifs issus des activités de financement telles que i) les changements issus des flux de trésorerie de financement; ii) les changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) l'effet des variations des cours des monnaies étrangères; iv) les variations des justes valeurs; v) les autres changements.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017.

IAS 12, Impôts sur le résultat

IAS 12 a été modifiée afin de clarifier les exigences relatives à la comptabilisation d'actifs d'impôts différés pour les pertes non réalisées sur les instruments de créance évalués à la juste valeur.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017.

NOTE 4 COÛTS D'EXPLOITATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT, LES COÛTS D'ACQUISITION ET DE RESTRUCTURATION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	12,7 \$	(27,2) \$	(43,3) \$	(26,5) \$
Matières premières et consommables utilisées	2 109,9	2 085,1	6 110,4	5 833,6
Perte (gain) sur change	2,4	(1,6)	2,8	(1,9)
Avantages du personnel	333,4	323,5	981,9	933,8
Frais de vente	108,8	104,1	332,8	307,3
Autres frais généraux et d'administration	136,6	135,6	410,5	391,1
Total	2 703,8 \$	2 619,5 \$	7 795,1 \$	7 437,4 \$

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017, une réduction de valeur des stocks de 1,6 million de dollars et de 5,8 millions de dollars, respectivement, a été constatée à titre de charge dans les « Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement », dans les « Variations des stocks de produits finis et de produits en cours » (néant et 1,9 million de dollars, respectivement, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2016). Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée.

NOTE 5 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant utilisé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base	31 décembre 2017	31 mars 2017
Amérique du Nord – États-Unis	Décembre 2022 ¹	377,1	300,0 USD	188,6 \$	– \$
Amérique du Nord – Canada	Décembre 2022 ¹	251,4	200,0 USD	–	–
Argentine	Annuelle ²	86,7	69,0 USD	52,8	46,2
Argentine	Annuelle ³	92,3	1 365,0 ARS	51,7	23,9
Australie	Annuelle ⁴	24,6	25,0 AUD	13,7	–
Australie	Annuelle ⁵	94,3	75,0 USD	63,6	23,7
		926,4		370,4 \$	93,8 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

² Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être utilisée en dollars américains.

³ Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être utilisée en pesos argentins.

⁴ Porte mensuellement intérêt au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,85 %.

⁵ Porte mensuellement intérêt au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,75 % et peut être utilisée en dollars australiens ou américains.

NOTE 6 DETTE À LONG TERME

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties		
Obtenues en décembre 2012 et échéant en décembre 2019 (850 millions de dollars) ¹	200,0 \$	600,0 \$
Billets de premier rang non garantis ²		
2,65 %, émis en novembre 2014 et échéant en novembre 2019 (série 1)	300,0	300,0
2,20 %, émis en juin 2016 et échéant en juin 2021 (série 2)	300,0	300,0
2,83 %, émis en novembre 2016 et échéant en novembre 2023 (série 3)	300,0	300,0
1,94 %, émis en juin 2017 et échéant en juin 2022 (série 4)	300,0	–
Obligations en vertu de contrats de location-financement	25,7	–
	1 425,7 \$	1 500,0 \$
Tranche échéant à moins d'un an	4,3	–
	1 421,4 \$	1 500,0 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit :		
Moins de 1 an	4,3 \$	– \$
De 1 à 2 ans	4,3	–
De 2 à 3 ans	517,1	900,0
De 3 à 4 ans	300,0	–
De 4 à 5 ans	300,0	300,0
Plus de 5 ans	300,0	300,0
	1 425,7 \$	1 500,0 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou en dollars américains. Avec prise d'effet le 4 février 2013, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de fixer son taux, lequel a pris fin le 30 décembre 2016. Au 31 décembre 2017, un montant de 155,6 millions de dollars US avait été prélevé et le risque de taux de change était contrebalancé par un swap de devises (452,9 millions de dollars US au 31 mars 2017).

² Les paiements d'intérêts sont semestriels.

Le 12 juin 2017, la Société a émis des billets à moyen terme de série 4, pour un montant de 300,0 millions de dollars, portant intérêt à un taux annuel de 1,94 % et échéant le 13 juin 2022. Les intérêts sont payables en versements semestriels égaux. Cette émission a été faite dans le cadre de son programme de billets à moyen terme, expirant en janvier 2019.

NOTE 6 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Le 21 décembre 2017, la Société a conclu une nouvelle entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable d'un montant total de 1,289 milliard de dollars (la « facilité d'acquisition »), composée de trois tranches : une tranche d'un an d'un montant de 400,0 millions de dollars, une tranche de trois ans d'un montant de 300,0 millions de dollars et une tranche de cinq ans d'un montant de 600,0 millions de dollars AU (589,0 millions de dollars). La facilité d'acquisition servira à financer l'acquisition de l'entreprise de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited.

NOTE 7 CAPITAL-ACTIONS

	31 décembre 2017	31 mars 2017
ÉMIS		
386 993 881 actions ordinaires (386 234 311 actions ordinaires au 31 mars 2017)	909,7 \$	871,1 \$

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Le nombre d'options en circulation, pour les périodes de neuf mois, a varié de la façon suivante :

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	17 850 014	29,00 \$	16 903 824	24,41 \$
Options octroyées	3 908 023	46,29 \$	4 218 934	41,40 \$
Options levées	(1 414 470)	23,64 \$	(2 329 141)	20,16 \$
Options annulées	(305 246)	34,11 \$	(354 592)	32,32 \$
Solde à la fin de la période	20 038 321	32,67 \$	18 439 025	28,68 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2018 est de 46,29 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi (41,40 \$ pour l'exercice 2017).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2018 a été estimée à 7,68 \$ par option (6,94 \$ pour l'exercice 2017) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	1,10 %	0,81 %
Durée de vie prévue des options	5,4 ans	5,4 ans
Volatilité ¹	18,89 %	20,01 %
Taux de dividendes	1,26 %	1,34 %

¹ La volatilité prévue est fondée sur la volatilité historique du prix des actions sur une période semblable à la durée de vie des options.

Une charge de rémunération de 6,2 millions de dollars (5,2 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) et de 18,2 millions de dollars (15,3 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017, respectivement. Une charge de rémunération de 5,7 millions de dollars (4,8 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) et de 16,4 millions de dollars (13,9 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2016, respectivement.

NOTE 8 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	337,0 \$	197,4 \$	722,5 \$	565,9 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(1,3)	–	(2,4)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Saputo inc.	337,0 \$	196,1 \$	722,5 \$	563,5 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	386 700 080	391 169 781	386 516 987	391 408 007
Options dilutives	5 147 503	6 498 545	4 901 922	4 711 910
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	391 847 583	397 668 326	391 418 909	396 119 917
Bénéfice net de base par action	0,87 \$	0,50 \$	1,87 \$	1,44 \$
Bénéfice net dilué par action	0,86 \$	0,49 \$	1,85 \$	1,42 \$

Lors du calcul du bénéfice net dilué par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017, 3 857 513 options ont été exclues du calcul puisque leur prix d'exercice est supérieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires (aucune option n'a été exclue et 4 128 667 options ont été exclues, respectivement, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2016).

NOTE 9 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Charges financières	5,3 \$	1,3 \$	12,5 \$	5,7 \$
Revenus financiers	(1,3)	(0,7)	(3,0)	(1,5)
	4,0 \$	0,6 \$	9,5 \$	4,2 \$

NOTE 10 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le 22 décembre 2017, les États-Unis ont adopté la loi intitulée « Tax Cuts and Jobs Act », que l'on appelle couramment la réforme fiscale américaine. Un changement important en vertu de cette réforme est la réduction du taux d'imposition fédéral américain, qui est passé de 35,0 % à 21,0 %, applicable à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ce changement s'est traduit par la comptabilisation par la Société d'une économie d'impôts de 178,9 millions de dollars pour tenir compte des soldes d'impôts futurs de 169,2 millions de dollars et des soldes d'impôts courants de 9,7 millions de dollars. Ces économies sont estimées selon l'analyse initiale de la « Tax Cuts and Jobs Act » par la Société. En raison de la complexité de cette loi, ces estimations pourront être ajustées lorsque des informations complémentaires seront disponibles.

La réduction du taux d'imposition effectif prévu par la loi découle aussi d'une économie d'impôt de 8,3 millions de dollars à la suite du règlement favorable d'un litige fiscal.

NOTE 11 INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 31 décembre 2017 et au 31 mars 2017. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans le cas d'un règlement des instruments.

	31 décembre 2017		31 mars 2017	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Couvertures de flux de trésorerie				
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	(3,5) \$	(3,5) \$	(1,6) \$	(1,6) \$
Dérivés de change (niveau 2)	(17,4)	(17,4)	3,2	3,2
Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	2,2	2,2	5,1	5,1
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	(0,9)	(0,9)	0,1	0,1
Dettes à long terme (niveau 2)	1 415,9 \$	1 425,7 \$	1 520,5 \$	1 500,0 \$

NOTE 12 INFORMATION SECTORIELLE

La Société présente l'information financière selon trois secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA se compose de la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA). Le Secteur International se compose de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie).

Au 1^{er} avril 2017, le Secteur Canada comprend les revenus nationaux et d'exportation d'ingrédients fabriqués au Canada. Le Secteur USA comprend les revenus nationaux d'ingrédients et les revenus d'exportation d'ingrédients et de fromages fabriqués aux États-Unis. Avant le 1^{er} avril 2017, ces chiffres étaient présentés dans la Division Ingrédients laitiers du Secteur International. Par conséquent, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à la présentation actuelle.

La direction a regroupé la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) en raison de similitudes dans les rendements moyens à long terme et des facteurs de marché corrélés dictant des stratégies de prix qui affectent les opérations des deux divisions. Les divisions au sein du Secteur International ont été combinées en raison de similitudes dans les facteurs du marché mondial et les processus de production.

NOTE 12 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Revenus				
Canada	1 057,2 \$	1 059,0 \$	3 089,0 \$	3 100,4 \$
USA	1 591,3	1 593,8	4 697,7	4 516,8
International	373,3	313,3	1 011,4	825,6
	3 021,8 \$	2 966,1 \$	8 798,1 \$	8 442,8 \$
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration				
Canada	127,9 \$	116,9 \$	367,8 \$	349,0 \$
USA	153,9	200,1	521,1	583,7
International	36,2	29,6	114,1	72,7
	318,0 \$	346,6 \$	1 003,0 \$	1 005,4 \$
Amortissement				
Canada	13,9 \$	14,7 \$	41,4 \$	43,2 \$
USA	34,3	29,4	96,1	88,6
International	7,9	6,8	24,1	18,6
	56,1 \$	50,9 \$	161,6 \$	150,4 \$
Coûts d'acquisition et de restructuration	39,1	–	39,4	–
Charges financières, montant net	12,6	9,8	35,0	32,8
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	210,2	285,9	767,0	822,2
Impôts sur les bénéfices	(126,8)	88,5	44,5	256,3
Bénéfice net	337,0 \$	197,4 \$	722,5 \$	565,9 \$

NOTE 13 ACQUISITION D'ENTREPRISE

Betin, Inc.

Le 12 décembre 2017, la Société a conclu l'acquisition de Betin, Inc., faisant affaire sous le nom de Montchevre, annoncée précédemment le 1^{er} novembre 2017. Le prix d'achat de 341,1 millions de dollars sur une base sans endettement a été payé en trésorerie à la clôture, au moyen des fonds en caisse et des lignes de crédit disponibles. La répartition préliminaire du prix d'achat reflète la valeur estimative affectée au fonds de roulement de 31,3 millions de dollars, aux immobilisations de 17,5 millions de dollars, au goodwill de 211,9 millions de dollars, aux actifs incorporels de 131,3 millions de dollars et aux passifs d'impôts différés de 50,9 millions de dollars.

Montchevre produit, met en marché et distribue du fromage de chèvre aux États-Unis, principalement sous la marque *Montchevre*. Ses activités sont exploitées dans une usine située à Belmont, Wisconsin (États-Unis). L'entreprise compte environ 319 employés. Pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2017, Montchevre a généré des revenus d'environ 150 millions de dollars.

La répartition finale du prix d'achat sera terminée au cours du premier semestre de l'année civile 2018.

Activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de Southeast Milk, Inc. (SMI)

Le 29 septembre 2017, la Société a fait l'acquisition des activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de SMI. Le prix d'achat de 63,5 millions de dollars, sur une base sans endettement, incluait une contrepartie en trésorerie de 37,0 millions de dollars et des passifs repris de 26,5 millions de dollars. La valeur des actifs nets acquis s'élève à 37,0 millions de dollars et inclut les stocks, les immobilisations, le goodwill, de même que les obligations en vertu de contrats de location-financement et les crédettes.

Les activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de SMI sont exploitées dans une usine située à Plant City, en Floride, aux États-Unis. L'entreprise compte environ 75 employés et génère des revenus annuels d'environ 59 millions de dollars.

La répartition finale du prix d'achat sera terminée d'ici la fin de l'exercice en cours.

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉE)

CALCUL DU RATIO DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE

Le tableau qui suit présente le ratio de couverture par le bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2017.

Ratio de couverture par le bénéfice	23,34 fois
--	-------------------

Le ratio de couverture par le bénéfice correspond au bénéfice net (avant intérêts sur la dette à long terme, autres charges financières et impôts sur les bénéfices) pour la période applicable divisé par les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières pour la période applicable.